

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 5 – 3 février 2022.

En bref

Le 30 janvier, le Conseil d'administration de la Banque Centrale de Colombie a décidé d'augmenter de 100 points de base le taux directeur, l'élevant ainsi à 4 %. Il s'agit d'une augmentation historique, qui démontre la volonté de la Banque Centrale de contenir l'inflation croissante autour de sa cible des 3 %, après avoir enregistré une inflation annuelle de 5,62 % en 2021. Le Président Ivan Duque a critiqué cette hausse abrupte, justifiant son avis par le fait que les causes de l'inflation sont extérieures et temporaires. Cependant, les résultats élevés d'inflation en 2021 sont à l'origine d'une augmentation significative des anticipations d'inflation, à l'image du mois de décembre, pour lequel l'inflation a connu une variation de 0,73 %, soit 30 points de base de plus que prévu par l'équipe technique de la Banque Centrale. En parallèle, les dernières prévisions du PIB de la Colombie sur l'année 2022 de Banco de la Republica tablent sur une croissance de 4,3 % et estiment que cette augmentation du taux directeur à 4 % ne sera pas une mesure contractionniste : en effet, malgré cette décision, le taux d'intérêt réel reste négatif et par conséquent, le taux directeur continuera de contribuer au dynamisme de l'économie. En outre, le Conseil d'administration prévoit que l'inflation des denrées alimentaires, très élevée en 2021, commencerait à diminuer à partir du 2e trimestre 2022.

LE CHIFFRE À RETENIR

4 %.

C'est le nouveau taux directeur de la Banque Centrale de Colombie depuis le 30 janvier, après une augmentation historique de 100 points de base.

BOLIVIE

Les contrôles sanitaires aux frontières provoquent un quasi-blocage des importations.

Alors que la Bolivie ne dispose pas d'accès à la mer, les mesures sanitaires diverses appliquées par le Chili au transport terrestre ont entraîné une situation de quasi-blocage, de nombreux chauffeurs devant s'isoler suite à un test positif au Covid-19. Le passage frontalier Chungará-Tambo Quemado, qui relie La Paz à Arica, est impacté depuis un mois et enregistre mi-janvier un embouteillage de plus de 1.000 camions

prenant jusqu'à 7 jours pour traverser. Dès lors, les deux pays ont opté pour un prolongement des journées de travail à la frontière, et l'envoi par la Bolivie de personnel sanitaire pour conduire davantage de tests, ce qui, avec le reflux des tests positifs, a permis de réduire quelque peu l'engorgement. Néanmoins, ces derniers jours, 500 à 700 camions patientaient à la frontière et mettaient 5 jours pour traverser ce passage situé à 4.680 m d'altitude et doté de peu d'infrastructures. Cette situation provoque des pertes de 10 MUSD par jour pour la Bolivie.

COLOMBIE



L'appel d'offres pour la nouvelle ligne de métro de Medellín sera lancé cette semaine.

Lundi dernier, le Maire de Medellín Daniel Quintero a annoncé que l'appel d'offres pour le métro de la rue 80 à Medellín sera enfin ouvert, après deux ans de préparation, le vendredi 4 février. Cet appel d'offres, qui durera 3 mois, prévoit la réalisation des travaux de génie civil, la fourniture des métros et celle des équipements électromécaniques. Le Directeur de l'entreprise publique Metro de Medellín, Tomas Elejalde Escobar, a annoncé en parallèle que la maîtrise d'ouvrage serait assurée directement par son entreprise. Près de 18 entreprises nationales et internationales ont manifesté leur intérêt pour la construction de ce projet de mobilité depuis octobre dernier, date à laquelle un premier cahier des charges a été rendu public. A l'expiration de l'appel d'offres dans 3 mois, le processus d'évaluation devrait ensuite prendre un mois. Le métro devrait être pleinement opérationnel en 2027, proposant une ligne de 13 kilomètres dotée de 17 stations. Le projet en lui-même devrait générer 6.000 emplois et impacter la mobilité d'un million de citoyens, pour un coût total de 798 MEUR dont 30 % seront financés par la municipalité et les 70 % restants par l'Etat.

En déplacement en Colombie, Thomas Piketty aurait accepté de conseiller un éventuel gouvernement Petro.

En déplacement la semaine dernière en Colombie, Thomas Piketty s'est entretenu avec le candidat à la présidentielle colombienne Gustavo Petro, qui a annoncé que l'économiste français serait prêt à conseiller son gouvernement, s'il venait à être élu en juin 2022. En 2018 déjà, Thomas Piketty avait exprimé son

soutien à Gustavo Petro lors des précédentes élections présidentielles, qui avaient vu Petro accéder au second tour contre Ivan Duque. A l'occasion de la visite de Piketty en Colombie, les deux hommes ont échangé autour de la réduction des inégalités sociales et de la possibilité d'une école de pensée économique en Amérique latine. Titulaire d'un doctorat en économie de la London School of Economics, Piketty est considéré comme l'un des universitaires les plus influents du moment dans le domaine économique, et pourrait apporter au programme économique de Gustavo Petro le crédit que ses opposants politiques de la droite lui refusent.

Renault dépasse Chevrolet dans les ventes de véhicules neufs en janvier.

Selon le rapport mensuel d'Andemos, avec plus de 17.000 nouvelles unités enregistrées, le mois de janvier 2022 constitue le deuxième meilleur mois de janvier pour le marché automobile en 7 ans. Par rapport au mois de janvier 2021, les ventes sont en augmentation de 21,2 %, et Renault arrive en tête des ventes devant Chevrolet, avec 3.297 unités vendues. Le rapport prévoit que la dynamique des ventes de véhicules neufs pour le reste de l'année dépendra de la capacité de l'industrie mondiale à répondre aux commandes, mais rappelle que la performance du premier mois de l'année est toujours un bon signe pour les perspectives sur le reste de l'année 2022, qui devrait enregistrer un total de 265.000 véhicules vendus. En outre, le rapport révèle une augmentation annuelle de 782 % des ventes de véhicules électriques, une augmentation de 75,4 % pour les véhicules hybrides et de 394 % pour les hybrides rechargeables, ces trois catégories regroupant



1.639 unités vendues au total sur le mois de janvier.

ÉQUATEUR

L'Équateur obtient un financement de 700 MUSD de la Banque Mondiale.

La Banque Mondiale a approuvé un financement de 700 MUSD pour l'Équateur dans le cadre de sa stratégie pays et de ses engagements envers le programme avec le FMI. Ce financement aura pour objectif d'accompagner le gouvernement dans la mise en place de ses réformes économiques et sociales autour de 2 piliers : (i) consolider la trajectoire fiscale en la rendant socialement plus juste, favoriser la création d'emplois tout en renforçant les mécanismes de soutien aux populations plus vulnérables et en consolidant le cadre institutionnel pour une meilleure prise en compte des enjeux climatiques ; (ii) favoriser un développement économique faible en émissions carbone, à travers le développement des énergies renouvelables non conventionnelles et l'efficacité énergétique.

Une nouvelle rupture d'oléoduc affecte l'Amazonie.

Une nouvelle rupture de l'oléoduc en Amazonie a provoqué la fuite et la perte de 6.300 barils de pétrole dans la réserve écologique Cayambe-Coca. Il s'agit de la troisième rupture de cet oléoduc privé depuis avril 2020, lorsque le gouvernement avait dû interrompre la production pétrolière pendant plusieurs semaines face à l'ampleur des dégâts.

PÉROU

Pedro Castillo remanie le gouvernement des suites d'une nouvelle crise politique.

Pour la 2^e fois en 6 mois, le Président Castillo a été contraint de remanier son gouvernement en ce début de semaine, afin de clore une grave crise politique liée à de probables cas de corruption au sein de la police. Cette crise a donné lieu au départ de figures clés de son administration, dont le Ministre de l'Intérieur Avelino Guillen, ainsi que la Première Ministre Mirtha Vasquez. De surcroît, mardi 1^{er} février, quelques heures avant l'annonce de la nouvelle équipe, le Ministre de l'Économie Pedro Francke et le Secrétaire général de la Présidence Carlos Jaico ont annoncé, à leur tour, leur départ. La composition du nouveau Cabinet, dévoilée mardi soir, a suscité le scepticisme chez la majorité des observateurs. Le nouveau Premier Ministre, Hector Valer, est un avocat peu connu du grand public, au profil conservateur sur le plan sociétal (élu au Congrès en 2021 sous les couleurs du parti de droite ultra Renovacion Popular et membre de l'Opus Dei) et au parcours marqué par de nombreux changements d'affiliation politique. Dernièrement, il avait contribué à la création d'un groupe parlementaire nommé Peru Democratico, bien disposé à l'égard du Président Castillo et militant pour un changement de Constitution. A la tête du MEF, M. Francke est remplacé par Oscar Graham, ex-Directeur général en charge des marchés financiers et des fonds de pension. Le profil de technicien de ce dernier laisse présager un maintien de la ligne actuelle, favorable à l'économie de marché et aux politiques économiques traditionnelles du Pérou.



En 2021, le Pérou était le pays ayant fait l'objet du plus grand nombre de plaintes auprès du CIRDI.

Neuf actions d'arbitrage à l'encontre de l'État péruvien ont été déposées en 2021 auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), portant à 22 le nombre total d'arbitrages en cours à l'encontre du Pérou. Parmi les nouveaux contentieux, on peut notamment citer le recours présenté par Vinci Highways en décembre 2021 au sujet de la formule de calcul des péages de l'autoroute urbaine Lima Expresa dont elle a la concession. En 2021 par ailleurs, la société Metro de Lima Línea 2 a présenté un 3^e recours en arbitrage, pointant la responsabilité de l'État péruvien dans les retards en vue de la finalisation du projet de ligne 2 du Métro de Lima (prévue pour 2024).

L'Institut national des statistiques met à jour le calcul de l'IPC.

Avec le soutien du FMI et après trois années de travail, l'Institut National des Statistiques (INEI) a mis à jour le Panier de Consommation qui servira à calculer l'Indice des Prix à la Consommation, principal indicateur pour mesurer l'inflation. L'IPC prenait 2009 comme année de base pour Lima, et 2011 pour le reste du Pérou. Désormais le nouveau mois de base est décembre 2021. À partir de l'enquête nationale des budgets des ménages (ENAPREF 2019-2020), l'INEI a analysé les tendances de consommation et inclut des produits représentatifs des dépenses des ménages et consommés fréquemment. Ainsi, le nombre de produits inclus dans le panier passe à 586 (+54) pour Lima et 801 (+33) pour le reste du Pérou. Parmi les ajouts, on peut citer les abonnements streaming, les livraisons à domicile, les services vétérinaires ou les masques

médicaux; tandis que la téléphonie longue distance, le téléphone public, les appareils photos, DVD et costumes ont été retirés. La nouvelle méthodologie a déjà été appliquée pour calculer l'inflation de janvier 2022 (+0,04 % à Lima et +0,18 % au Pérou).

SURINAME

L'inflation en 2021 s'élève à 60,6 %, un taux similaire à l'année 2020.

Le Bureau Général des Statistiques (ABS) a publié un rapport préliminaire qui estime le taux d'inflation sur l'année 2021 à 60,6 %. Ainsi, le taux d'inflation annuel en 2021 se maintient au niveau de 2020, lorsque l'inflation était de 60,8 %. Les chiffres de l'ABS révèlent que les secteurs de l'immobilier, de la construction et des utilités ont connu une inflation moyenne de 119,7 %, et les produits de la mer une inflation de 74,7 %. En outre, le gouvernement du Suriname et le Fonds Monétaire International estiment que la dévaluation du dollar surinamais (SRD) était beaucoup plus contenue en 2021 qu'en 2020 (à fin juillet 2021, la monnaie locale avait connu 3 dévaluations successives en 1 an, soit une dévaluation totale de près de 180 %).

VENEZUELA

Le gouvernement annonce plusieurs mesures pour faciliter l'accès au crédit.

Afin d'élargir la base de crédits bancaires, le Président Nicolas Maduro a annoncé la réduction des réserves obligatoires des banques



commerciales, passant de 85 à 73 % de leurs dépôts enregistrés, ainsi que d'autres mesures qui permettront de faciliter l'accès à la sphère bancaire et financière. Ainsi, les banques qui le souhaitent pourront utiliser 10 % de leurs positions en devises pour accorder des prêts en Bolivars indexés sur le dollar américain, ce qui représenterait un montant total de 74 MUSD pour dynamiser l'économie vénézuélienne. En outre, les conditions d'ouverture de comptes bancaires dont le solde ne dépasse pas 1.000 Bolivars sont simplifiées dans tout le pays et ne nécessitent plus qu'un nom, une adresse et un numéro de téléphone. Enfin, pour stimuler la création d'entreprises, le gouvernement a annoncé la création d'un Fonds national pour l'entrepreneuriat, qui sera doté d'un capital de départ de 46 M de Bolivars.

Le Venezuela perd 22 USD par baril de pétrole sur le marché en raison des sanctions américaines.

Selon la Cámara Petrolera du Venezuela, les sanctions américaines imposées depuis 2017 sur le secteur pétrolier du pays lui font aujourd'hui perdre 22 USD par baril de pétrole vendu. Les sanctions ont notamment un impact sur l'accès aux ressources physiques tels que les équipements et la technologie pour un secteur pétrolier vénézuélien qui a été conçu pour être desservi par le marché nord-américain. De plus, le Venezuela est contraint de trouver des partenaires commerciaux plus éloignés, pour lesquels le coût de transport diminue la marge de bénéfices. Cependant, le Président de la Cámara Petrolera a également parlé d'auto-sanctions, c'est-à-dire les mauvaises décisions prises en interne par PdVSA telles que le report des investissements de maintenance, qui ont causé

une diminution drastique de la production quotidienne depuis 1,2 M bpj. De fait, le Venezuela perd près de 18 MUSD par jour, et a réduit sa consommation nationale de 400.000 à 200.000 bpj.

Nicolas Maduro a lancé un dialogue avec les détenteurs des Bons du Trésor et d'obligations de PdVSA.

Lors d'une réunion avec le secteur bancaire national, le Président Nicolas Maduro a annoncé avoir promis d'honorer ses engagements internationaux concernant le paiement des détenteurs de la dette publique du pays. Il n'a cependant pas donné de détails sur l'offre présentée aux créanciers ni affirmé qu'ils l'avaient acceptée. Ce dialogue avec les créanciers du Venezuela fait suite à la décision prise le 20 janvier dernier, lorsque le département du Trésor américain a prolongé d'un an la protection de la société Citgo (propriété de PdVSA) contre ses créanciers, Citgo étant sous contrôle de Juan Guaidó, reconnu par les États-Unis comme président par intérim du Venezuela. Pour cette raison, le Président Maduro rejette la responsabilité des défauts de paiement du Venezuela sur les États-Unis, affirmant que la levée des sanctions étasuniennes entraînerait le paiement des arriérés du Venezuela le jour suivant. Cependant, en réaction à l'annonce de N. Maduro, plusieurs analystes financiers estiment que tous les revenus du Venezuela suffiraient à peine à payer 20 % des dettes de PdVSA et des bons souverains du pays.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 3 février 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	863 675	72 422	21 045	1 765	1,5 M	12%	5,3 M	45%
Equateur	739 297	40 918	34 572	1 913	1,4 M	8%	13,2 M	74%
Colombie	5 916 825	114 349	134 781	2 605	8,7 M	17%	31,7 M	62%
Pérou	3 286 151	97 511	206 220	6 119	2,2 M	7%	22,8 M	68%
Venezuela	489 305	17 285	5 462	193	7,1 M	25%	13,7 M	48%
Am. du sud	49 335 925	n.d	1 219 608	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8.2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international